

# Educateur de rue, un métier en crise mais en première ligne

Robin Richardot

Plusieurs de ces « spécialistes du lien » tirent la sonnette d'alarme, alors que le secteur souffre d'un problème d'attractivité

Il a fallu laisser passer les premiers jours de colère avant de pouvoir reprendre un dialogue plus apaisé avec les jeunes. Depuis les révoltes dans les quartiers populaires après la mort de Nahel M. le 27 juin, tué par un policier, les éducateurs de prévention spécialisée, plus communément appelés « éducateurs de rue », sont en première ligne pour gérer la crise. « *Tous les jours, nos équipes discutent avec les jeunes, pour les faire réfléchir à leurs actes et leurs responsabilités, sans être non plus dans un discours frontal et moralisateur car on ne veut pas casser ce lien qu'on a avec eux* », témoigne Damien Henique, ancien éducateur de rue et aujourd'hui chef de service à l'association Les 4 Chemins à Nanterre, en plein quartier Pablo-Picasso. Un jeu d'équilibriste pour un métier de l'ombre encore assez méconnu qui souffre depuis plusieurs années d'une importante crise d'attractivité.

Répondant à une mission de protection de l'enfance pilotée et financée par les départements, les structures de prévention spécialisée opèrent surtout dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour accompagner les jeunes entre 11 et 25 ans « *en voie de marginalisation* » et pouvant avoir des conduites à risque. Selon le Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée (CNLAPS), réseau national de la profession, on compte moins de 4 000 éducateurs de rue en France aujourd'hui.

Pourtant, le métier répond à la définition même de « l'aller vers », dans ces territoires où la fonction publique a peu à peu disparu et où la méfiance envers les institutions s'est aggravée. Toujours en binôme, les éducateurs spécialisés traînent dans les quartiers, les escaliers, les halls d'immeubles, les appartements des familles ou devant les établissements scolaires pour « *accrocher* » les jeunes détachés de toutes les institutions. « *Il y a une perte de confiance vis-à-vis de l'adulte dans ces territoires. On essaye d'être cette nouvelle figure symbolique sur laquelle le jeune peut s'appuyer* », confie François Souret, directeur général adjoint du groupe Addap13, seule association de prévention spécialisée dans les Bouches-du-Rhône.

## « Observateurs sociaux »

Toutes les structures insistent néanmoins sur la libre adhésion du jeune à collaborer, la possibilité pour lui de garder l'anonymat, le secret professionnel des encadrants et surtout l'importance de travailler en partenariat avec d'autres structures. « *On n'est pas des spécialistes de l'emploi, de la santé ou de l'éducation. On est juste des spécialistes du lien. On n'a pas pour vocation à remplacer ce qui existe. On fait office de courroie de transmission entre les jeunes qu'on récupère dans la rue et les autres dispositifs sociaux* », reprend François Souret, lui aussi éducateur pendant vingt ans.

Comme d'autres collègues, il regrette que les missions de la prévention spécialisée soient parfois mal connues, même des pouvoirs publics. Ces hommes et femmes sur le terrain se voient surtout comme des « *observateurs sociaux des territoires* », qualifie Abderrazak Salem, directeur de la structure de prévention spécialisée AJD, à Lyon, faisant remonter aux pouvoirs publics des phénomènes ou des risques émergents dans les quartiers.

Mais le métier connaît des grandes difficultés de recrutement ces dernières années. A l'association des 4 Chemins, qui officie à Nanterre et à Colombes (Hauts-de-Seine), seuls 26 postes sont pourvus sur les 30 disponibles. En 2022, elle suivait 781 jeunes, soit une trentaine par éducateur. Il y a quelques années, huit postes étaient vacants. « *On est dans la rue, on travaille tard le soir, dans des quartiers sensibles,*

*on doit gérer des situations de tension. Tout ça ne donne pas forcément envie », reconnaît Joëlle Vasnier, présidente de l'association. C'est surtout la question de la rémunération qui refroidit les prétendants. Un éducateur spécialisé gagne environ 1 400 euros par mois pour commencer. « Vous pouvez travailler chez Castorama pour le même salaire alors qu'un éducateur va se prendre toute la colère des jeunes dans la figure, souffle Stéphane Vial, directeur du service de prévention spécialisée du Comité dauphinois d'action socio-éducative à Grenoble. J'ai des éducateurs parfois en difficultés financières. Ce n'est pas évident d'aider les gens quand on est soi-même en situation de précarité. » La prime du Ségur de la santé, en 2022, pour les travailleurs sociaux a néanmoins octroyé une revalorisation de 183 euros net par mois pour les éducateurs spécialisés.*

Aux 4 Chemins, la situation s'est un peu améliorée grâce à cette prime, mais surtout grâce à un changement de politique de recrutement. *« Dans nos offres d'emploi, on est passés de "diplôme exigé" à "diplôme conseillé" », avoue Joëlle Vasnier. Ainsi, un peu plus de 50 % seulement des membres de l'association ont un diplôme en éducation spécialisée. Pour les autres, la formation se fait sur le tas. « On est face à une crise gigantesque », confirme Eric Marchandet, directeur général de l'institut régional du travail social d'Ile-de-France.*

Pendant ce temps, sur le terrain, les éducateurs de rue constatent que la situation empire. Les jeunes sont en décrochage scolaire de plus en plus tôt et les familles parviennent de moins en moins à suivre. *« Mais les moyens sont cadencés par une administration qui ne connaît pas les réalités du terrain », critique Almamy Kanouté, ancien éducateur spécialisé dans le Val-de-Marne et dans l'Essonne. Autour de lui, plusieurs collègues ont aussi jeté l'éponge. « Ils tournent en effectif réduit. On leur demande de tenir les murs avec rien et les publics sont de plus en plus difficiles à gérer », raconte-t-il.*

### **« On tourne en rond »**

Plusieurs personnes interrogées par *Le Monde* partagent ce sentiment de faire partie d'une profession *« constamment sur la sellette »*. Si la prévention spécialisée est une compétence des départements, il n'y a pas de budget fixe pour autant. *« C'est un engagement propre aux départements qui doivent déjà faire face à toutes les contraintes qu'ils connaissent », confirme Alexandre Touzet, vice-président (Les Républicains) chargé de la prévention et de la sécurité au conseil départemental de l'Essonne, qui octroie 7 millions d'euros pour la prévention spécialisée. Au-delà des moyens, le CNLAPS appelle à « une politique du long terme ». « Il faut arrêter les politiques par à-coups, dénonce Anne-Marie Fauvet, présidente du réseau et directrice d'un établissement social à Saint-Etienne. On fait toujours les mêmes réunions avec les ministères. On tourne en rond. »*

Tous s'interrogent donc sur l'avenir de la profession et la situation dans les quartiers. *« On parle de 2 000 gamins à Marseille dans les émeutes, mais qui vous dit que sans les éducateurs, il n'y en aurait pas eu 4 000 ? Je suis convaincu qu'on a permis de canaliser les choses et d'éviter le pire », assure François Souret. Là est aussi la difficulté d'un métier auquel on demande des résultats qui sont difficilement quantifiables. « La prévention spécialisée, c'est comme les sociétés de nettoyage, conclut M. Salem, à Lyon. Quand elles sont présentes sur le territoire, on ne sent pas la plus-value. C'est quand elles partent qu'on voit la différence. »*